



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

DR/AG

ARRETE

n° **000223** du **1 FÉV 2000** portant
exécution de travaux d'office d'entretien du terrain sur le site du dépôt de
déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement et notamment son article 23,
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU L'arrêté préfectoral n°97 04 85 du 19 mars 1997 instituant des servitudes d'utilité publique autour du dépôt de déchets de lindane situé à SIERENTZ et notamment son article 4 qui impose les mesures permettant de garantir la pérennité de l'état du site,
- VU L'arrêté préfectoral n°982304 du 31 juillet 1998 imposant des mesures conservatoires d'urgence au propriétaire du site visant à désherber et à débroussailler le terrain,
- VU L'arrêté préfectoral n° 982484 du 24 août 1998 portant exécution d'office des travaux susvisés, l'ADEME étant chargée de les exécuter ou de les faire exécuter,
- VU le rapport de l'inspecteur des Installations Classées en date du 5 janvier 2000,

CONSIDERANT que lors de sa visite du 30 novembre 1999, l'inspecteur a constaté qu'il était urgent de réaliser à nouveau un désherbage et un débroussaillage du terrain afin d'empêcher la prolifération de la végétation susceptible d'endommager la capsule d'argile permettant d'assurer l'étanchéité du dépôt et d'entraîner une pollution des eaux de la nappe,

CONSIDERANT la circulaire du Ministre de l'Environnement en date du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués,

.../...

CONSIDERANT la lettre ministérielle du 9 novembre 1999 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais du propriétaire, la réalisation des travaux précités sur une période de deux ans,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin.

ARRETE

Article 1^{er} -

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables, à l'exécution des travaux suivants :

- désherbage et débroussaillage du site à réaliser au plus tôt,
- renouvellement de cette opération au plus tard 12 mois après la première ou plus tôt, si la prolifération de la végétation l'impose.

Article 2 -

L'ADEME est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les travaux édictés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 -

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, l'inspection des installations classées de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à M. le Directeur de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), 34 avenue André Malraux 57000 METZ,
- au propriétaire des parcelles concernées par le dépôt, M. Armand BRUNNER, rue de Koetzingue à MAGSTATT-le - BAS,

Fait à COLMAR, le **11 FÉV 2000**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN